



Union Européenne / Banque Mondiale

**PROGRAMME DE PROMOTION ET DIVERSIFICATION DES FILIERES AGRICOLES  
DES PAYS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE**  
(All ACP Agricultural Commodities Program - AAACP)

***Haiti (Thiotte) - Projet d'appui au développement des  
systèmes de production basé sur le café avec production vivrière associée***  
(Agence d'Exécution : Banque Mondiale)

**Etat d'avancement Février 2009**

Avec l'appui de certains partenaires internationaux comme la Banque Mondiale/UE, AVSF appuie les coopératives affiliées au réseau COOPCAB dans la mise en œuvre d'un **Projet d'appui au développement des systèmes de production basés sur le café avec production vivrière associée.**

## **1. Objectifs, résultats**

L'action vise une intensification durable de la production (tant pour ce qui est du café que des productions vivrières associées) par l'introduction de pratiques culturales nouvelles visant l'augmentation de la productivité

### **Les résultats attendus et les indicateurs**

- Résultat 1 : une meilleure connaissance de ces systèmes de production (café et systèmes de production vivrières associés) sur les aspects techniques, économiques, commercial)
  - *Indicateurs :*
    - *Un document de synthèse est produit décrivant les systèmes de production*
    - *Une restitution des résultats est faite auprès des producteurs.*
- Résultat 2 : une amélioration de la qualité du café en vue du respect des normes internationales en matière d'exportation et une augmentation des productions vivrières associées en vue de pallier à la sécurité alimentaire
  - *Indicateurs :*
    - *Fiches de suivi des parcelles expérimentales*
    - *Synthèse des résultats de l'expérimentation agricole*
- Résultat 3 : le renforcement des capacités des coopératives et groupements de producteurs de café.
  - *Indicateurs :*
    - *Des comptes rendus de formation sont produits et diffusés*
    - *Des fiches synthétiques relatives à la production sont produites par l'équipe technique*

### 2.1. La situation de la filière café en Haïti

Le café a constitué, en Haïti, un produit déterminant dans le commerce extérieur : 25% des exportations globales, 70 à 80% des exportations agricoles en 1995. Mais depuis 1999, les exportations ont continuellement chuté et atteindraient en 2001 seulement 10 % des exportations globales du pays. Néanmoins cette culture reste une source importante de revenu monétaire pour environ 200.000 familles rurales.

La filière café a connu une forte crise au cours de ces dernières années. Les faibles marges payées aux producteurs par des exportateurs en situation oligopolistique, les difficultés de commercialisation liées à un certain désintérêt de l'oligarchie haïtienne pour le commerce du café, ainsi que la situation de précarité des producteurs après l'embargo et les crises politiques successives, sont autant de raisons qui ont amené de nombreux paysans à délaisser leur café, quand ils ne l'ont pas remplacé par des cultures sarclées, avec des conséquences dramatiques sur les sols. De 1987 à 1995, la production nationale est passée de 33.000 à 24.000 T (433.000 sacs<sup>1</sup> estimés), soit une réduction de 27% en 10 ans. On estime à 22.000 hectares la superficie caféière qui disparaît au cours de cette même période. En 2001, la production nationale est estimée à 274 400 sacs soit une production de 16 440 Tonnes, équivalent à 0,4 % de la production mondiale de café.

Alors que la demande de café haïtien sur le marché international existe, la relance de la caféiculture paysanne se trouve conditionnée par l'amélioration des revenus des producteurs et la structuration de filières de commercialisation dont celle équitables et de marché gourmet. Elle représente dans le contexte haïtien un enjeu de taille tant pour l'économie nationale que pour un grand nombre de petits producteurs.

La crise politique et économique de cette dernière décennie, ainsi que l'apparition de nouvelles opportunités d'investissements ont provoqué un certain désintérêt de la part des opérateurs traditionnels de la filière café. Pourtant, plusieurs importateurs et torréfacteurs européens, canadiens, japonais, ont lancé des lignes de café d'Haïti sous label Max Havelaar, ou de café gourmet et n'ont plus aujourd'hui de sources d'approvisionnement. Le label Haitian Blue a été également créé et alimente le marché Nord Américain.

#### **Les potentialités de ce secteur**

- Une source d'emploi et de revenus pour plus de 200 000 familles de producteurs. La filière génère plus de 80 000 emplois saisonniers, de la cueillette des cerises jusqu'à l'exportation du café vert.
- Une garantie importante permettant aux petits producteurs d'avoir accès au crédit informel
- Un élément clé dans la protection et le maintien des écosystèmes de montagne humide et un rempart contre l'érosion. En effet, les caféiers et les arbres de couverture constituent la plus grande partie de l'espace forestier restant estimé à 1,5 % du territoire national.
- Une source de devises pour le pays (environ 20 millions de dollars en 1999)

#### **Les contraintes de ce secteur**

- Une compétition forte avec d'autres produits agricoles à plus haut rendement financier au départ avant la probable baisse de fertilité des sols : haricot, maraîchage...Ceci a donc entraîné depuis quelques années une diminution de la surface caféière : 171 000 hectares plantés en 1950 contre 137 000 en 84 et 115 000 en 1995. La superficie plantée actuellement en café tournerait autour de 95.000 hectares avec une diminution estimée à 1500 hectares par an.
- Les plantations sont vieilles avec une couverture végétale mal entretenue et dégradée.
- Les termes des échanges sont défavorables pour les producteurs haïtiens ; ces derniers perçoivent le produit de leur vente en gourde sans pouvoir, vu leur faible capacité de négociation, les indexer sur le dollar.

<sup>1</sup> Sac de café de 60 kg

- L'inapplication des codes et des lois devant régir la production et le commerce du café sur le territoire national. Une proposition de code du café a néanmoins été élaborée en 2008.
- Un système commercial laissé à l'arbitraire des intermédiaires commerciaux.
- Les mécanismes de distorsion des prix locaux mis en place par les intermédiaires commerciaux : stratégies de collusion entre les exportateurs, découpage du territoire en zones d'achat exclusives, prêts usuraires, falsification des unités de mesures,
- Les risques commerciaux liés à l'exportation du café sont reportés directement sur les producteurs.
- L'incapacité voire le refus des producteurs d'investir dans l'entretien des plantations de café compte tenu de la politique de bas prix pratiquée par les intermédiaires commerciaux et la non disponibilité ou accessibilité de certains intrants.
- Manque d'infrastructure de communication, ce qui entraîne un accès difficile aux centres de lavage, un manque d'information sur les cours internationaux du café afin de prendre des décisions importantes.
- Maintien dans un état défavorable des caféières : épuisement des sols, pourridiés, rouille, scolyte du caféier...

## 2.2 Les initiatives en Haïti

### **L'émergence d'initiatives communautaires dans tout le pays**

Des ONGs ont appuyé des initiatives communautaires visant à promouvoir une alternative parallèle au système traditionnel de commercialisation du café. Les coopératives caféières dont la formation date pour la plupart des années 70, regroupent en majorité des petits exploitants possédant entre 0,75 hectares et 1,25 hectares et utilisant comme ressource première la main d'œuvre familiale. Ce sont essentiellement des entreprises de commercialisation qui s'adonnent à l'achat du café cerise et à la préparation du café parche.

### **La mise en réseau des ces initiatives**

Ce processus d'intégration de ces coopératives caféières a abouti à la mise en place de différents réseaux ou fédérations de coopératives (RECOCARNO (Nord), COOPCAB (Sud Est), ICOCAB (Plateau Central, FACN (Sus est, Sud) soucieux de se positionner sur les segments de marché gourmet et de marché juste, ce qui leur permettra de garantir un meilleur prix aux producteurs et de se libérer des fluctuations des cours internationaux. Des efforts considérables ont été déployés par les institutions d'appui (Oxfam, Action Aid, SEFADES, FLM, ICEF-AVSF) à ces réseaux de coopératives afin de faciliter la promotion des petits producteurs le long de la chaîne de distribution locale et internationale.

L'accent est mis sur :

- La mise en place des mécanismes de démocratie interne
- le renforcement des capacités de gestion organisationnelle et administrative
- la maîtrise des méthodes de préparation par voie humide et du traitement du café.
- l'amélioration du niveau des équipements des coopératives

Depuis ces actions d'accompagnement, RECOCARNO, ICOCAB, FACN COOPCAB exportent leur café vert vers le marché européen, canadien, japonais (commerce équitable et gourmet), ce qui garantit un prix FOB allant de 1,26 Dollar à 3,00 US (ventes effectuées lors de la campagne 2008-2009).

Cependant la part du marché des coopératives dans la collecte du café sur les marchés locaux reste encore faible, ne dépassant pas 3 % du volume total de production. Les obstacles peuvent être identifiés comme suit :

- Insuffisance du cadre légal et institutionnel devant régir le fonctionnement et la supervision du mouvement coopératif. Dans la pratique certaines coopératives fonctionnent sans permis légal sur une période relativement longue.
- Faible capacité de financement des coopératives caféières et des réseaux des coopératives découlant de l'indifférence quasi-totale du secteur bancaire traditionnel à l'égard de la clientèle rurale.

- Carence en infrastructure et absence de support stratégique des instances étatiques limitant la rentabilité financière des entreprises de commercialisation et d'exportation gérées par les réseaux de coopératives.
- Les prix de référence offerts aux producteurs sont les mêmes quelque soit la qualité du café (café pilé, café lavé..).

Il faut enfin évoquer la création de l'Institut du Café par arrêté présidentiel du 20 février 2003, dont la mission est de contribuer au développement des filières du café, depuis la production jusqu'à la transformation et la vente finale des produits, en incluant l'amélioration des conditions de vie des personnes qui interviennent dans ces filières. Conformément aux orientations stratégiques de la politique nationale de développement du secteur café, l'Institut constitue une structure interface centrale entre les différents acteurs et intervenants de la filière : l'État, les producteurs, les spéculateurs, les torréfacteurs, les exportateurs et les ONG d'appui.

A Thiotte, la COOPCAB (Conbit des coopératives de Petits Planteurs de l'arrondissement de Belle Anse) a été fondée en 1992 avec l'appui de FLM, Action Aid et SOCODEVI. COOPCAB regroupe différentes coopératives (7) et totalise environ 1500 membres.

**Ses objectifs sont :**

- l'amélioration des conditions de vie des membres à travers des activités de commercialisation du café à prix juste.
- l'amélioration de la qualité et la quantité du café produit
- la recherche de meilleurs prix pour vendre le café au niveau international.
- La collaboration avec les autres coopératives, les autres réseaux et les organisations qui œuvrent pour que le café haïtien soit bien reconnu sur le marché international.

COOPCAB est situé dans le département du Sud Est, avec une concentration des membres sur la commune de Thiotte.

---

### 3. Activités

Le projet comporte un ensemble d'activités.

**R0 : Démarrage du projet**

**Résultat 1 :**

- Elaboration des termes de référence de l'étude
- Recrutement d'un stagiaire de la FAMV
- Déroulement du stage et de l'étude avec bibliographie et enquête
- Restitution de l'étude
- Publication d'un document relatif aux systèmes de production.

**Résultat 2 :**

- Mise en place de trois parcelles expérimentales
- Suivi de l'expérimentation
- Capitalisation des résultats de l'expérimentation agricole

**Résultats 3 :**

Mise en place de formations vulgarisation autour des systèmes de production de la culture du café et des cultures vivrières associées.

---

### 4. Partenaires

Partenaires techniques :

- COOPCAB
- La sous Direction Départementale de l'Agriculture du Sud Est

- AVSF

Partenaires financiers :

- Banque Mondiale/UE

---

## 5 Ressources humaines

- Un technicien affecté aux coopératives, recruté par la COOPAB
- Un responsable de suivi AVSF
- Des missions d'appui régulières et de suivi de la coordination d'AVSF (Coordinatrice nationale).
- Appui de l'administration AVSF
- Stagiaires

---

## 6. Activités réalisées de Janvier 2009 à Février 2009

Pour cette période les activités conduites concernent essentiellement le démarrage du projet

### Résultat 0: Démarrage du projet

- Signature de la convention (AVSF-COOPCAB) et versement des premiers fonds sur le terrain
- Travail sur la programmation de terrain
- Recrutement du technicien et des deux agents promoteurs
- Mise en place des premiers outils administratifs





